

La situation économique de l'Irlande

Lorsque M. Charles Haughey a pris le pouvoir en mars 1987, l'Irlande traversait une crise économique; elle avait une grosse dette nationale et de gros emprunts sous forme d'obligations du Trésor. Le taux d'inflation de 5 % et le taux de chômage de près de 20 % étaient supérieurs à la moyenne de la CE.

Le gouvernement a adopté des politiques fiscales et monétaires conservatrices dans le but de réduire la dette, de créer des emplois et de procéder à la restructuration du secteur industriel. La dette, en tant que pourcentage de la production nationale a diminué, passant de 131 % en 1987 à 110 % en 1989. L'inflation a été ramenée à moins de 4 % et le chômage est tombé à 16 %.

L'économie irlandaise a toutefois connu un ralentissement en 1990, la croissance réelle du PIB passant de 4,2 % à 3,6 %, alors que les prix à la consommation augmentaient légèrement de 3,3 % à 4 %. Par ailleurs, la dette en tant que pourcentage de la production nationale a remonté à 118 % et le taux de chômage à 17,2 %.

Les conditions du commerce se sont détériorées sensiblement, la livre irlandaise (£IR) connaissant une appréciation de plus de 25 % par rapport au dollar US. Il en est résulté un accroissement des achats de machines et d'équipement importés et un ralentissement de la croissance de la production industrielle, qui est passée de 12,8 % en 1989 à 6,5 % en 1990.

L'Irlande a un taux de croissance démographique parmi les plus élevés d'Europe occidentale et sa population est l'une des plus jeunes, ce qui fait que la création d'emplois est pour le gouvernement le plus grand défi à relever.

L'Irlande a grandement bénéficié de sa présence au sein de la CE et continuera de plus en plus, à mesure que le marché unique deviendra réalité et que l'union économique et politique progressera. En raison de l'importance relative de son secteur agricole, l'Irlande bénéficie proportionnellement plus que tout autre État membre de la CE de la politique agricole commune de la Communauté. Dans l'ensemble, elle obtient 4,4 % de son PIB de paiements de transferts de Bruxelles, pourcentage le plus élevé des 12 pays formant la CE.

De 1973 à 1988, l'Irlande a reçu de la CE des entrées nettes de fonds de 7,1 milliards £IR; elle touchera encore 2,86 milliards £IR d'ici 1993. Ces nouveaux fonds serviront à développer l'infrastructure nécessaire pour soutenir la croissance économique prévue grâce aux investissements étrangers directs actuels et futurs dans le secteur manufacturier.

La participation à la CE a donc fourni à l'Irlande les moyens financiers de réduire son chômage et de diversifier son économie afin de diminuer l'importance du secteur agricole.